

COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2021-2022



Le Comité logement Rosemont est un organisme communautaire autonome mis sur pied il y a plus de 40 ans pour défendre et promouvoir les droits des locataires du quartier. L'organisme appuie le développement du logement social, véritable solution à long terme aux problèmes d'habitation de la population.

Le Comité logement Rosemont remercie tous ses bailleurs de fonds en particulier Centraide et le SACAIS.



Secrétariat à l'action
communautaire
autonome
et aux initiatives
sociales

Québec 



COMITÉ LOGEMENT
ROSEMONT

5350, rue Lafond, Montréal (Québec) H1X 2X2
Téléphone : (514) 597-2581 Télécopieur : (514) 524-9813

info@comitelogement.org
www.comitelogement.org

TABLE DES MATIÈRES

<u>MOT DE L'ÉQUIPE ET DU CA</u>	4
<u>PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT</u>	5
<u>SERVICES AUX LOCATAIRES</u>	11
<u>DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL</u>	14
<u>CONCERTATION LOCALE</u>	18
<u>DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS</u>	20
<u>VIE ASSOCIATIVE ET DE L'ORGANISME</u>	26

Afin d'alléger la lecture du présent texte, nous avons utilisé le «Comité» pour le «Comité logement Rosemont».

MOT DE L'ÉQUIPE ET DU CA

Chères et chers membres, militantEs, requérantEs et partenaires,

Nous terminons au Comité Logement Rosemont une année riche en mobilisation, sous la bannière de notre campagne *Pour des terrains 100% collectifs à Rosemont*. Ayant pour objectif 100 % de logements sociaux et de projets communautaires sur les terrains publics vacants du quartier, cette campagne a pris son envol dans la dernière année avec la revendication du site du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM), situé au 3737 Sherbrooke Est. La conférence de presse organisée par le Comité en juin dernier a démontré l'immense potentiel du site pour le développement de logements sociaux, un projet attendu par de nombreuses organisations communautaires et résidentEs du quartier. En novembre 2021, l'exposition des maquettes réalisées par les étudiantEs de l'École de design de l'UQAM a été sans aucun doute un moment fort et réunificateur, et a donné une première forme tangible à nos ambitions.

La crise nationale du logement désormais bien implantée à Rosemont continue cependant de précariser les ménages locataires du quartier et de mettre à mal leur bien-être. Malgré le déni outrageant dont font preuve les gouvernements, la transfiguration du mot « abordable » et l'abandon par Québec du logement social et communautaire au profit des investisseurs immobiliers privés, le Comité a poursuivi son travail de lutte contre les maux de notre système de logement. La multiplication des rénovictions et des reprises frauduleuses, ainsi que les hausses abusives des loyers sont des attaques répétées au droit au maintien dans les lieux des locataires, d'autant que la gentrification dérobe déjà à plusieurs RosemontoisEs la possibilité d'avoir un logement convenable dans leur quartier. Le rôle du Comité logement n'a jamais été aussi important. Le service d'information juridique de l'organisme a connu une sollicitation jamais égalée, et ce triste record est un sombre rappel de la situation de crise dans laquelle les locataires de Rosemont sont plongés.

La défense des droits individuels passe aussi par la défense collective des droits. Au Comité, nous croyons fermement que cette lutte se réalisera par l'éducation populaire. Cette année encore, nos ateliers de formations, l'affichage et le tractage ont rejoint un nombre considérable de locataires. Les membres du Comité ont continué de s'approprier les enjeux relatifs au logement social lors de nos habituelles Tables des requérantEs, et ont retrouvé leurs espaces de rencontre et de mobilisation dans les Assemblées logement et dans le Comité de coordination de la campagne (CoCo). Après une autre année de distanciation sociale, la reprise des activités en présence au Comité était une fête et a insufflé un élan à notre ardeur.

Comme toujours, le Comité a aussi été très impliqué dans les événements, campagnes et actions de ses deux regroupements nationaux, le FRAPRU et le RCLALQ. Il a su saisir le momentum médiatique autour de la crise du logement et a été sur plusieurs tribunes pour faire connaître ses revendications locales, tout en multipliant ses interventions auprès des éluEs.

Cette année a été une réussite, notamment grâce à la collaboration étroite entre l'équipe de travail et le conseil d'administration, démontrant par le fait même que la cogestion implantée au cours des dernières années porte fruit. Nos remerciements vont également à nos bailleurs de fonds, partenaires et alliéEs pour leur aide précieuse, mais surtout, à notre base militante et à nos bénévoles qui se sont impliqués tout au long de l'année. Sans vous, le Comité ne pourrait accomplir autant.

Ce rapport d'activité dresse le bilan de l'année qui se termine, de tous les efforts et le travail consacrés à la réalisation de notre mission, alors que s'amorce déjà une nouvelle année de lutte, pour que le droit au logement devienne enfin une réalité pour toutEs dans Rosemont!

Très solidairement,

L'équipe de travail et le conseil d'administration du Comité logement Rosemont

PROMOTION DU DROIT AU LOGEMENT

CAMPAGNES ET ACTIONS LOCALES

POUR DES TERRAINS 100 % COLLECTIFS À ROSEMONT

La campagne pluriannuelle du Comité logement a pris son envol avec son lancement officiel le 5 juin 2021. Depuis, l'équipe et le comité de coordination (CoCo) se sont rencontrés régulièrement pour réaliser la priorité de l'année adoptée en assemblée générale annuelle des membres. Un mandat rempli haut la main grâce à l'engagement soutenu des membres impliquéEs et de l'équipe, et ce malgré les réajustements dus à la pandémie.

Ainsi, les efforts du CoCo se sont concentrés sur le terrain du Centre de services scolaire de Montréal (CSSDM) situé au 3737, rue Sherbrooke Est. Un site de 30 000 m² (322 917 pi²) public, vaste et disponible qui pourrait accueillir des centaines de logements sociaux et des infrastructures communautaires. C'est à cet endroit que s'est déroulé le lancement de la campagne, le 5 juin 2021, qui a rassemblé une trentaine de personnes : membres, partenaires et alliéEs. Les discours éloquentes de François Saillant et de Marie-José Corriveau du FRAPRU, les témoignages de locataires de Rosemont et les bannières réalisées par les membres ont agrémenté cet événement festif et militant.



L'exposition des maquettes organisée les 12, 13 et 14 novembre 2021 constituait l'élément phare de l'année. Pendant trois jours, l'exposition *IMAGINONS le réaménagement urbain du 3737, rue Sherbrooke Est ENSEMBLE* a donné vie à nos rêves grâce au partenariat établi avec Börkur Bergmann, professeur à l'École de design de l'UQAM et architecte. Pendant toute une session, les 12 étudiantes et étudiants de l'Atelier synthèse : Urbain de l'École de design ont imaginé comment occuper l'espace du site du 3737 rue Sherbrooke Est. Elles et ils ont mis leur créativité au service de la collectivité. Ainsi, les étudiantEs ont réalisé des maquettes illustrant le réaménagement possible du 3737 Sherbrooke Est comprenant des logements 100 % sociaux et des projets communautaires. L'exposition s'est déroulée au Centre Laplame et à l'Espace 40^e / Beaubien. Elle a connu un véritable succès puisqu'elle a reçu la visite de plus d'une centaine de personnes, étudiantEs, membres, résidentEs, éluEs et personnel du CSSDM. Nous remercions chaleureusement et solidairement Börkur, touTEs les étudiantEs de l'Atelier ainsi que touTEs les membres du Comité qui ont participé au bon déroulement de cette activité exceptionnelle. Une activité organisée, rappelons-le, alors que le port du masque, le passeport vaccinal et d'autres contraintes étaient en vigueur.

Les appuis et la pétition ont eux aussi décollé. Plus de cinquante organismes, Tables, comités et regroupements ont déjà signé la lettre d'appui pour la campagne. Un véritable exploit, car rares sont les campagnes du Comité qui ont récolté autant d'appui en quelques mois. Un résultat qui prouve que la situation des mal-logéEs, le manque flagrant de logements sociaux et le droit au logement sont au cœur des préoccupations des intervenantEs du quartier. De son côté, la pétition a déjà reçu 1 600 signatures. Elle se présente en format papier et numérique. Elle est aussi dotée d'un code QR



qui facilite l'accès au format numérique. Pour promouvoir la pétition, le Comité et les membres du CoCo redoublent d'initiatives. Elles et ils organisent des sorties aux stations de métro aux heures de pointe, utilisent les activités d'autres groupes et les concertations du quartier, publient des posts sur les médias sociaux. Elles et ils profitent de toutes les occasions pour faire connaître la campagne au plus grand nombre.

Découvrir quelles sont les institutions responsables du site du CSSDM (surnommé Le 3737) reste le mystère à élucider. Malgré des communications récurrentes avec le CSSDM,

la Société québécoise d'infrastructure (SQI) et les éluEs des différents paliers de gouvernement, il s'avère, pour l'instant, impossible de savoir quels sont les interlocuteurs publics dans ce dossier. Seulement, le Comité et ses membres ne baissent pas les bras et poursuivront leur investigation jusqu'au bout.

Le comité de coordination, composé d'une dizaine de personnes, s'est rencontré à plus de 10 reprises. Il a élaboré un plan d'action sur 9 mois pour mieux aiguiller ses efforts. Ce groupe de travail dynamique manifeste sa créativité débordante et sa vivacité. Il a concocté des actions de visibilité étonnantes prévues pour cet été.

ROSEMONT, PROIE DES SPÉCULATEURS IMMOBILIERS

La vague de spéculation immobilière sans précédent qui a touché notre quartier l'an dernier n'a pas faibli en 2021-2022 puisque les locataires nous ont signalé 19 cas d'immeubles en rénovation. Rappelons que le terme rénovation (rénovation et éviction) signifie que de nouveaux acquéreurs d'immeubles ont pour seul objectif de se débarrasser, à tout prix et par tous les moyens, des locataires actuels afin de rénover les logements pour ensuite soit les relouer à des prix démesurément élevés ou soit revendre les unités de logement en copropriétés indivises. Ces 19 immeubles totalisent 168 logements dont les ménages locataires ont été victimes de pressions afin de résilier leur bail.

Malheureusement, la loi n'offre que très peu de protection contre ces atteintes au droit au maintien dans les lieux des locataires et au parc locatif. Jusqu'à maintenant, seule la solidarité entre les locataires qui refusent en bloc de quitter leur logement décourage les spéculateurs, mais ces initiatives restent rares. Nous avons planifié trois rencontres de groupe avec des locataires désirant s'opposer collectivement à leur rénovation. Une conférence de presse, regroupant une quinzaine de locataires ainsi que le député provincial Vincent Marissal, a été organisée en mai 2021 pour exiger des mesures concrètes afin de contrer ce phénomène d'éviction pour fin de spéculation et pour alerter l'opinion publique.

« OUI, VOUS POUVEZ REFUSER UNE AUGMENTATION DE LOYER! »

Cette campagne d'éducation populaire et de lutte à la pauvreté que nous menons assidûment chaque année dans Rosemont depuis 2013-2014 a été reconduite avec succès avec plus de 2 000 dépliants distribués ainsi que de l'affichage. Compte tenu de la situation sanitaire, nous avons opté pour une distribution par Poste Canada comme alternative à nos traditionnelles tournées de porte-à-porte, mais toujours en ciblant les conciergeries notoires pour leurs augmentations de loyer abusives.

Nous avons été contactés par 163 ménages locataires pour qui nous avons effectué un calcul de leur augmentation de loyer. Sans surprise, 78,5 % de ces augmentations étaient supérieures aux pourcentages applicables publiés par le Tribunal administratif du logement.

Nous sommes également intervenus en octobre 2021 lorsque les 54 locataires de la résidence pour personnes âgées de plus de 70 ans, la Villa Ukrainienne, ont reçu une augmentation abusive de 300 \$ pour des « frais de service », et ce hors délai. Nous les avons informés de leurs droits par une lettre détaillée expliquant comment refuser cette modification illégale de leur bail. Une personne de l'équipe accompagnée d'une intervenante de l'ALPAR ont fait du porte-à-porte pour les renseigner de vive voix.

TOURNÉE DU 1^{ER} JUILLET

Depuis deux ans, le Comité logement Rosemont effectue une tournée de quartier le 1er juillet. Le but est d'aller à la rencontre des locataires pendant la journée des déménagements, afin de leur remettre, entre autres, le tract d'information *Passe-moi ton bail* réédité par le RCLALQ. Ce document informe les ménages de leurs droits et recours dans le cas d'une hausse abusive de loyer, lors d'un changement de locataire. Nous avons eu une cinquantaine d'interactions avec des locataires. Cette tournée a aussi permis aux nouveaux ménages du quartier de connaître le Comité logement et ses services. Cette année, à l'approche de cette date importante, nous avons également posé des affiches dans Rosemont.

PRÉSENCE DANS LES PARCS : « ALLER-VERS »

À l'été 2021, le Comité logement Rosemont est allé à la rencontre des locataires dans les parcs et espaces publics du quartier ! L'objectif était d'aller vers les locataires rosemontoisES, car beaucoup d'entre eux et elles ne connaissent pas encore l'existence des comités logement, ainsi que la défense des droits qui s'y opère.

Dès juin, du tractage et de l'affichage ont fait connaître la campagne *Passe-moi ton bail* qui informe les locataires de leurs recours si un propriétaire hausse le loyer de manière indue entre deux locataires. Par ailleurs, l'équipe a animé un jeu-questionnaire sur les droits des locataires dans les parcs de Rosemont. Nous en avons également profité pour promouvoir notre campagne locale *Pour des terrains 100 % collectifs à Rosemont* et faire signer la pétition qui s'y rattache. Cette expérience a été très positive et selon nous très importante pour prendre contact avec les locataires du quartier et les informer de leurs droits.



ATELIERS D'ÉDUCATION POPULAIRE

Le Comité logement Rosemont offre plusieurs ateliers d'éducation populaire, que ce soit dans nos locaux ou auprès d'organismes et de groupes qui nous en font la demande. Nous les mettons à jour chaque année et travaillons à les adapter aux groupes où nous les donnons. Trois formations sont présentement offertes : logement social, droits des locataires et mythes et réalités.

Nous avons présenté 14 formations sur le logement social dans nos locaux, dont cinq se tenaient en formule mixte, en ligne et en personne. Au total, 120 personnes y ont assisté. Malgré une légère baisse du nombre d'ateliers, le nombre de participantEs, lui, reste stable. On constate une baisse de la demande d'ateliers de la part des organismes et des partenaires, un des impacts probables de la pandémie. Nous en avons animé quatre au total.

Thème	Lieu	Nombre	Participation
Logement social	Centre Lapalme/En ligne	14	120
Droits des locataires	Carrefour jeunesse-emploi Hochelaga (en ligne)	1	5
Droits des locataires	Imprime-Emploi	2	20
Mythes et réalité	Maison grise (en ligne)	1	15
Mythes et réalité	Espace Bonheur Masson	1	3

PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

PUBLICATIONS RÉGULIÈRES

- Bulletin d'information des membres *Le Baux Fixes*- 3
- Cahier de la table des requérantEs- 2
- Articles et calendriers des activités sur le site Web- mises à jour régulières
- Publications sur Facebook- mises à jour régulières
- Napperon de l'Assemblée logement- 4

SITE INTERNET

Malgré une grave panne de serveur qui a complètement paralysé notre site Internet *comitelogement.org* durant 15 jours en septembre 2021*, ce dernier a malgré tout connu une augmentation du nombre de visites de 34,6 % comparativement à l'an dernier avec 6 587 visites pour un total de 21 267 pages consultées en 2021-2022.

* <https://www.journaldemontreal.com/2021/09/05/recours-collectif-pour-une-panne-de-serveur-web>

PAGE FACEBOOK

L'équipe du Comité logement Rosemont alimente régulièrement la page Facebook de contenu en lien avec le droit au logement et autres enjeux sociaux. Le nombre de mentions « J'aime » et d'abonnements a continué de croître. En date du 31 mars 2021, près de 1 850 personnes étaient abonnées à notre page. La portée des publications et le niveau d'activité sur la page ont connu une forte augmentation par rapport à l'an dernier. Parmi les publications qui ont généré le plus d'interactions, celles en lien avec la campagne *Pour des terrains 100% collectifs à Rosemont* se démarquent, ainsi que les publications portant sur nos actions et mobilisations.



COUVERTURE MÉDIATIQUE, COMMUNIQUÉS DE PRESSE

Les enjeux du logement sont restés omniprésents dans les médias, alors que les assauts des spéculateurs immobiliers sur le parc de logements locatifs se poursuivent. Le Comité a été sollicité à plusieurs reprises pour partager son opinion.

La conférence de presse du 10 mai 2021 tenue en compagnie du député de Rosemont, Vincent Marissal, pour dénoncer un cas de « spécuviction », a connu un grand succès et suscité l'intérêt de six médias.

Article – « Les loyers grimpent en folie, à Montréal et ailleurs » par Olivia Gélinas, Roxane Léouzon et Clémence Pavic, publié dans Le Devoir – 8 avril 2021

Article – « La crise du logement s'aggrave dans Rosemont – La Petite-Patrie », par Zoé Magalhaès, publié dans Le Journal de Rosemont – La Petite-Patrie (Métro Média) – 9 avril 2021

Article – « Les irréductibles Goulois de la rénoviction » par Katia Gagnon, publié dans La Presse – 8 mai 2021

Entrevue radio – Émission Le 15-18 à Ici Première Radio-Canada – 10 mai 2021

Article – « Des locataires de Rosemont dénoncent les rénovictions », par Coralie Laplante, publié dans La Presse – 10 mai 2021

Article – « Rosemont – La Petite-Patrie : 24 ménages face aux rénovictions », par Clara Loiseau, publié dans Le Journal de Montréal – 10 mai 2021

Couverture télévisée – TVA Nouvelles – 10 mai 2021

Couverture télévisée – CTV News – 10 mai 2021

Article – « Des locataires déterminés à résister aux rénovictions », par Sarah R. Champagne et Lise Denis, publié dans Le Devoir – 11 mai 2021

Article – « Un 18e cas de « rénoviction » cette année dans Rosemont – La Petite-Patrie » par Caroline Lefer-Palos, publié dans Le Journal de Rosemont – La Petite-Patrie (Métro Média) – 11 mai 2021

Communiqué de presse – « Du logement social sur le site du siège social de l'ex-CSDM? », publié par le Comité logement Rosemont – 5 juin 2021

Couverture télévisée – TVA Nouvelles – 5 juin 2021

Article – « Journée chargée sous le soleil », par Coralie Laplante, publié dans La Presse – 2 juillet 2021

Article – « 2021, année d'évictions au Québec », par Sarah R. Champagne et Zacharie Goudreault, publié dans Le Devoir – 28 décembre 2021

Article – « Montréal veut responsabiliser les propriétaires d'appartements locatifs », par Jean-François Gazaille, publié dans Protégez-vous – 18 février 2022

Article – « Pression sur des personnes âgées pour qu'elles quittent leurs logements », par Sam Harper, publié dans Pivot - 23 février 2022

Entrevue – « La course au logement », par Aimée Lemieux, Le Téléjournal, Radio-Canada - 26 mars 2022

Entrevue – « Crise du logement », par Marc Verreault, Le Radiojournal, Ici Première, Radio-Canada - 31 mars 2022

REPRÉSENTATION AUPRÈS DES ÉLUES

ARRONDISSEMENT

La participation au conseil d'arrondissement est une activité très appréciée des membres et une occasion privilégiée d'interpeller les éluEs sur des questions et problématiques d'importance pour le quartier en matière de logement. Malheureusement, toutes les rencontres du conseil se sont déroulées en ligne via une plateforme de diffusion qui ne permettait pas les interactions. Cette année, le Comité est intervenu à trois reprises pour demander à la mairie de l'arrondissement de reprendre les visites en personne des inspecteurs en salubrité, d'intervenir pour freiner les cas de rénoviction et de se positionner par rapport au terrain du CSSDM.

Le Comité logement Rosemont communique régulièrement avec l'Arrondissement et ses départements chargés de l'urbanisme, des inspections et de l'accès à l'information. Que ce soit pour des cas d'insalubrité dangereux pour la santé des locataires, pour des demandes de changement de vocation, pour des demandes de permis de construction de condos ou pour sa campagne locale, le Comité n'hésite pas à s'adresser aux personnes responsables pour faire avancer les dossiers des locataires et le droit au logement. Les Concertos de la CDC sont également des occasions idéales pour s'adresser aux éluEs.

Le 18 janvier 2022, le Comité a rencontré le maire fraîchement élu de l'Arrondissement Rosemont-La Petite-Patrie, François Limoges, accompagné de sa conseillère stratégique Nathalie Pedro. Lors de cet entretien, le Comité logement a adressé trois requêtes au maire : faciliter l'accès au service d'inspection pour les locataires, resserrer l'encadrement des règlements pour les conversions de duplex et de triplex et garantir l'application du moratoire concernant les sites publics sur le terrain du CSSDM pour y construire 100 % de logements sociaux et infrastructures communautaires. Si la réponse à la demande concernant le service d'inspection était plutôt positive, les deux autres sont bien loin d'être gagnées.

FÉDÉRAL

Les échanges avec le bureau du député de Rosemont, Alexandre Boulerice, sont simples et efficaces. Mentionnons par exemple l'appui à la campagne locale et l'aide apportée dans le dossier des Emplois d'été Canada.

PROVINCIAL

Le dialogue avec le bureau du député, Vincent Marissal, est soutenu puisque le gouvernement provincial joue un rôle significatif en habitation. Cette année, le Comité a collaboré avec le député pour dénoncer un cas de spécuviction sur la rue Saint-Zotique lors d'une conférence de presse qui a attiré beaucoup d'attention et de média. Le bureau du député apporte également une aide appréciable dans le dossier du site du CSSDM et a donné son appui à la campagne locale.

SERVICES AUX LOCATAIRES

Les services du Comité logement Rosemont sont de plus en plus populaires, comme en témoigne le nombre d'appels téléphoniques mentionnés ci-dessous. Il s'agit principalement de locataires à la recherche d'information juridique. Les autres appels concernent la plupart du temps le logement social et la recherche de logement. Toutefois, l'augmentation notable du nombre de ménages locataires référés par le TAL, le Centre de services 311 et par la ligne 211 du Centre de Référence du Grand Montréal suscite des questionnements quant au travail et à la mission de ces services municipaux et provincial.

SERVICE D'INFORMATION JURIDIQUE

HORAIRE ET RESSOURCES HUMAINES

Le service a été accessible quatre jours par semaine totalisant 28 heures de travail. Il a été assuré par un employé salarié du Comité, assisté de deux stagiaires de la Faculté de droit de l'Université de Montréal à raison de 14 heures par semaine durant deux trimestres, de la mi-septembre 2021 à la mi-avril 2022 et d'un Emploi d'été Canada.

NOMBRE ET TYPE D'INTERVENTIONS

En cette deuxième année de mesures sanitaires strictes, notre service d'information téléphonique a été plus que jamais la porte d'entrée privilégiée utilisée par les locataires pour s'informer de leurs droits et obligations en matière de droit locatif. Ainsi, aux 13 035 appels téléphoniques que nous avons traités en 2021-2022, soit 80 % des 16 294 appels reçus et émis au Comité, s'ajoutent 297 demandes d'information par courriel.

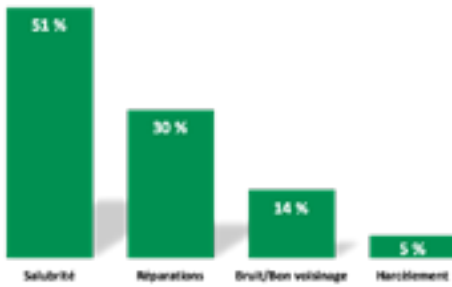


Nous avons rédigé ou corrigé 58 mises en demeure de locataires, dont 21 en présentiel pour les usagères et les usagers plus vulnérables ou n'ayant pas accès à Internet, sans compter les dizaines de locataires qui ont fait appel à nous pour des informations précises afin de compléter leur propre mise en demeure et qui par conséquent ne figurent pas dans notre base de données pour fin de statistiques. Nous notons également 16 interventions avec les locataires désirant se préparer à leur audience au Tribunal administratif du logement (TAL) qui ont reçu un document de préparation par courriel et qui ont été invités à nous recontacter pour toute question.

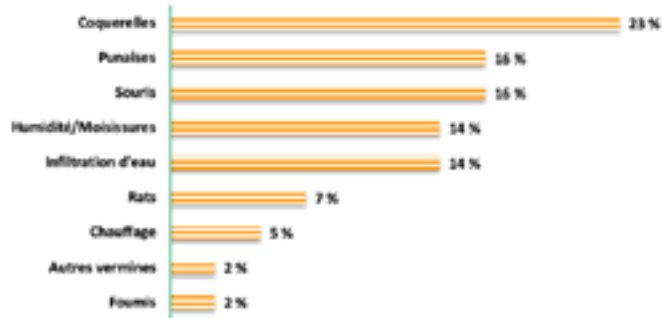
PROBLÈMES DE LOGEMENT DANS ROSEMONT

Sans surprise et pour la quatrième année consécutive, c'est l'insalubrité des logements qui arrive en tête des problèmes rencontrés à 51,1 %. Viennent ensuite les travaux à effectuer au logement (30,2 %), le bruit excessif et les problèmes de bon voisinage (13,9 %), suivi des cas de harcèlement (4,6 %).

Type de problèmes



Cas de salubrité

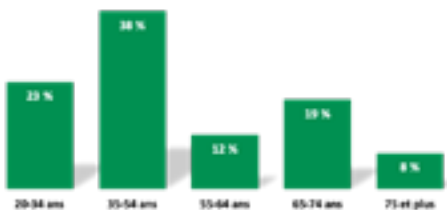


À la demande de locataires, nous avons effectué le calcul de 163 augmentations de loyer et de ce nombre, 128 se sont révélées abusives. Les atteintes au droit au maintien dans les lieux sont également à la hausse puisque ce sont 50 ménages locataires victimes d'une reprise de possession de leur logement qui nous ont contactés pour obtenir de l'aide, comparativement à 37 ménages l'an dernier.

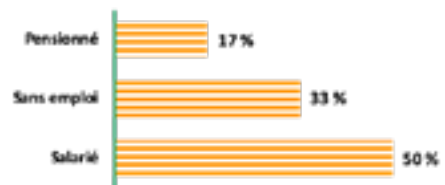
PROFIL DES MÉNAGES USAGERS DU SERVICE

Comme nous colligeons nos informations pour fin de statistiques lors de rendez-vous en présence et que nous n'avons rencontré que 21 locataires en 2021-2022, les données suivantes ne sont pas forcément représentatives de l'ensemble des personnes qui ont recours au service d'information juridique.

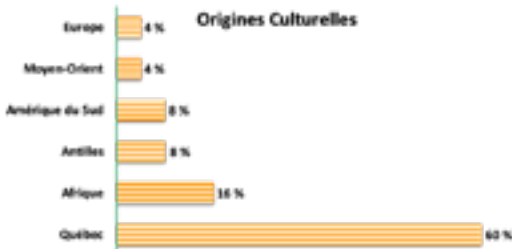
Âge des locataires



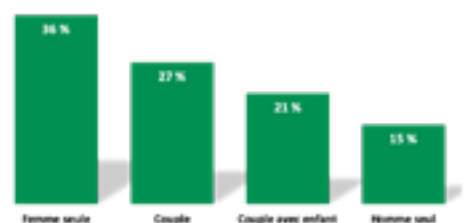
Profil socio économique



Origines Culturelles



Profil des ménages



En majorité, ce sont des personnes seules (51,4 %) et salariées (50 %), âgées de 35 à 54 ans (38,4 %), qui ne sont pas éligibles à l'aide juridique dans une proportion de 60 % qui utilisent nos services. Notons également que les locataires issus de l'immigration représentent 40 % de l'achalandage.

EXEMPLES DE CAS VÉCUS AU SERVICE

- Des dizaines de locataires nous remercient sincèrement pour notre travail parce qu'elles et ils n'ont pas pu obtenir la communication avec le Tribunal administratif du logement après plusieurs jours de tentatives;
- Un ménage de nouveaux arrivants se décide enfin à envoyer une mise en demeure à leur locateur pour faire exterminer la vermine installée dans leur logement après qu'un médecin a extirpé une coquerelle morte de l'oreille de leur enfant en bas âge;
- Une personne âgée à mobilité réduite nous contacte après avoir chassé un rat de son lit. Elle avait déjà signalé la situation à son locateur qui lui avait donné des pièges à rats pour toute solution;
- Un mandataire du locateur terrorise une famille de locataires originaire du Moyen-Orient en frappant régulièrement et violemment à leur porte en leur criant de retourner dans leur pays tout en les injuriant;
- Un locataire évincé illégalement se présente à nos bureaux. Il ne peut plus accéder à son logement, la serrure ayant été changée et ses effets personnels laissés sur le trottoir. Nous contactons le service de police qui porte des accusations de méfait à l'encontre du locateur et nous expliquons en détail au locataire ses recours légaux.

MÉNAGES SANS LOGIS

Le bilan du FRAPRU a encore démontré cette année que les locataires peinent à se loger, avec près de 500 ménages québécois qui étaient sans toit au 1er juillet 2021.

Le Comité logement Rosemont a, lui, écouté et référé plus d'une vingtaine de ménages aux ressources d'urgence telles que les hébergements temporaires, les services d'entreposage de biens, le service d'aide d'urgence de l'OMHM. Le rôle du Comité, de concert avec ses deux regroupements nationaux, est aussi de dénoncer la situation. Nous envoyons donc les informations que nous recueillons au FRAPRU, qui effectue un suivi serré de tous les cas de ménages sans logis ou à risque de l'être qui se retrouvent sans recours durant cette période. Cette année, le Comité a également reçu et accompagné des personnes locataires en situation d'urgence, dont un cas de violence conjugale.

DÉVELOPPEMENT DU LOGEMENT SOCIAL

Le sous-investissement du gouvernement en logement social est une embête majeure à son développement dans Rosemont. Alors que la Ville de Montréal continue d'investir dans l'achat de terrains, il manque toujours cruellement d'argent pour la construction des bâtiments. Malgré tout, certains projets ont avancé alors que d'autres seront probablement bloqués pour plusieurs années. Le Comité logement, de concert avec ses partenaires de Bâtir Rosemont par l'innovation et la concertation (BRIC), surveille la situation de près.

Le nouveau Programme d'habitation abordable – Québec (PHAQ) annoncé par le gouvernement Legault ne présage rien de bon, puisqu'il ouvre la porte au secteur privé. De son côté, AccèsLogis, véritable locomotive du logement social, n'a pas vu de nouvelles unités programmées cette année dans les budgets. Il faudra se mobiliser fortement pour sauver AccèsLogis et s'assurer de poursuivre le développement du logement social dans notre quartier, et plus largement à travers le Québec.

PROJET LIVRÉ

COOPÉRATIVE LA JOIE DE ROSEMONT

Le projet de coopérative *La Joie de Rosemont* a enfin abouti ! À l'approche de la date de livraison du projet, le Comité logement Rosemont a travaillé en étroite collaboration avec le groupe de ressources techniques (GRT) Groupe CDH afin de faciliter le recrutement des ménages inscrits sur notre liste de ménages requérants.

En contexte de pandémie, les entrevues de sélection se faisaient principalement par Zoom. Pour s'assurer de l'inclusion des ménages précaires qui n'ont souvent pas accès à Internet ou ont peu de connaissances numériques, le Comité logement Rosemont a fourni locaux, ordinateurs, soutien technique ainsi qu'un suivi particulier à ses ménages requérants tout au long du processus de sélection.

En novembre 2021, 55 ménages locataires, dont une dizaine avec des besoins en accessibilité/adaptabilité, ont pu prendre possession de leur logement. Avec le tiers de ses unités ayant trois chambres à coucher et plus, et un autre tiers de deux chambres à coucher, cette nouvelle coopérative est l'un des trop rares projets avec une proportion suffisante de logements familiaux. Longue vie à La Joie de Rosemont!

PROJET EN DÉVELOPPEMENT

OBNL D'HABITATION DE L'ÎLOT DU TECHNOPÔLE ANGUS

Ce projet de 79 unités réparties sur deux bâtiments est porté par l'OBNL d'habitation *Les Habitations communautaires Loggia* et accompagné du GRT Bâtir son quartier (BSQ). Les partenaires du BRIC suivent l'évolution du développement. La collaboration avec la Société de développement Angus (SDA), promoteur immobilier et développeur de l'Écoquartier du Technopôle Angus, n'est pas facile. L'information circule au compte goutte, le manque de transparence est flagrant. La SDA n'a pas eu le choix, elle a dû respecter la Stratégie d'inclusion de l'Arrondissement de Rosemont – La Petite-Patrie et inclure 20 % d'unités de logement social dans son projet. Au moins, la moitié des logements sont subventionnés et 10 % réservés à des personnes vivant avec une déficience intellectuelle, référées par

l'Association montréalaise pour la déficience intellectuelle. Les informations de la dernière rencontre du BRIC, le 14 mars 2022, indiquent que l'appel d'offres devrait être lancé avant les vacances d'été pour des soumissions en août. Ainsi, les travaux devraient commencer en novembre 2022 pour une livraison en 2025. La variable la plus importante pour ce développement est le budget provincial, car c'est un projet du fameux « backlog », constitué de projets acceptés avec des unités réservées pour lesquels il n'y a pas d'investissement suffisant pour débiter les travaux de construction.

PROJETS AVEC SITES, MAIS SANS FINANCEMENT

Depuis les gains obtenus face à la Ville de Montréal qui a adopté son Règlement pour une métropole mixte, plusieurs terrains ont été mis en réserve ou achetés pour des projets éventuels de coopérative ou d'OBNL d'habitation. Le sous-investissement du gouvernement Legault dans le programme AccèsLogis est maintenant le principal frein au développement du logement social.

COOPÉRATIVE ROSE-MAIN : SITE RONA

La coopérative Rose-Main qui possède un bâtiment habité depuis quelques années par ses 42 membres est également propriétaire du site Rona situé au coin des rues Gilford et 2^e avenue. Rappelons que ce projet a été mis sur pause pendant de nombreuses années suite à un conflit juridique. Les membres de Rose-Main ont finalement eu gain de cause en Cour Supérieure en 2020 face au promoteur immobilier Axxco-Angus, qui refusait de céder le terrain qui devait permettre la création de 63 unités supplémentaires. Malgré cette victoire remportée grâce à la ténacité des membres fondateurs et de leurs avocatEs, le financement n'est pas au rendez-vous, il n'y a pas de fonds pour construire les 63 unités prévues à l'époque. Ce cas de figure montre la totale incohérence des politiques d'habitation et témoigne du refus de la part du gouvernement de François Legault d'investir les sommes nécessaires dans le programme AccèsLogis. Plus grave encore, il est la preuve que ce gouvernement se moque bien du sort des mal-logéEs, dont les 63 ménages qui auraient pu depuis des années habiter un logement sécuritaire, salubre et convenant à leurs moyens financiers.

SITE SOLOTECH

Situé sur la rue Gilford entre la 2^e et la 4^e avenue, ce terrain a été acheté par la Ville de Montréal en 2020 et présente un potentiel de 45 à 65 unités de logement social. Malheureusement, il n'y aura pas de développement possible sans investissements suffisants.

RÉFÉRENCEMENT

Chaque année, le Comité logement réfère des ménages requérants aux coopératives et OBNL existants. L'organisme a envoyé des listes à cinq coopératives du quartier pour un total de plus de 10 logements. L'Office municipal d'habitation de Montréal (OMHM) a lui aussi fait appel à la liste des requérantEs du Comité logement pour le projet *Résidence Les Ateliers* du réseau ENHARMONIE. Situés juste au-dessus du métro Rosemont, les 193 logements pour aînéEs avec service sont en fin de construction. Les ménages requérants référés par le Comité ont reçu un dossier d'information expliquant les démarches à suivre pour obtenir un logement. Ceci reflète une belle collaboration entre les représentantEs de l'OMHM et les deux comités logement de l'arrondissement.

PERSONNES REQUÉRANTES POUR UN LOGEMENT SOCIAL

La liste des requérantEs pour un logement social représente les ménages souhaitant obtenir un logement social dans Rosemont. Avant de pouvoir s’inscrire sur cette liste, partie intégrante de la base de données, ces personnes doivent suivre l’atelier d’information sur le logement social du Comité logement. L’atelier permet de mieux comprendre la situation du logement social et de choisir le type qui convient le mieux à chacunE. Cette liste est essentielle à la mission de l’organisme pour deux raisons principales. Premièrement, pour tous les nouveaux projets de logement social du quartier, la priorité est donnée à la liste des requérantEs. Deuxièmement, elle permet de colliger des données, des statistiques, qui brossent un portrait réaliste et à jour des besoins en logement dans le quartier. La liste des requérantEs permet donc de répondre aux besoins en logement des mal-logéEs et de réajuster les revendications du Comité logement. Elle est aussi un outil précieux pour la Table de quartier sur le logement, le BRIC.

STATISTIQUES

REQUÊTES	NOMBRE	
Requêtes actives	960	
Nouvelles requêtes	54	

COMPOSITION DES MÉNAGES	NOMBRE	%
Personnes seules	472	49
Personnes seules femmes	351	74
Minorités culturelles	325	34
Couples sans enfants	52	5
Familles monoparentales	206	21
Avec femmes chefs de famille	173	84
Avec 1 à 2 enfants	148	72
Avec 3 enfants et plus	41	20
Avec jeune(s) enfant(s) (4 ans et moins)	21	10
Familles avec couples	193	20
Avec 1 à 2 enfants	99	51
Avec 3 enfants et plus	95	49
Avec jeune(s) enfant(s) (4 ans et moins)	47	24

TAUX D'EFFORT	NOMBRE	%
Taux d'effort supérieur à 30 %	695	72
Taux d'effort entre 30 % et 49 %	363	38
Taux d'effort entre 50 % et 79 %	242	25
Taux d'effort supérieur ou égal à 80 %	87	9

BESOINS EN CHAMBRE À COUCHER	NOMBRE	%
1 chambre à coucher	540	56
2 chambres à coucher	199	21
3 chambres à coucher	121	13
	dont 54 % vivent en surpopulation	
4 chambres à coucher	70	7
	dont 88 % vivent en surpopulation	
5 chambres à coucher et plus	33	3
	dont 100 % vivent en surpopulation	

AUTRES	NOMBRE	%
Besoins spéciaux	372	39
État du logement : insalubrité, vermine, travaux, etc.	304	32
Requêtes avec au moins 1 personne de 65 ans et plus	347	36

CONCERTATION LOCALE

CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE DE ROSEMONT

La CDC est la Table de concertation des organismes communautaires et culturels de Rosemont. Ce lieu favorise la cohésion entre les différents organismes communautaires du quartier, ainsi que des éluEs des trois paliers de gouvernement. La visée de cet organisme est de favoriser la solidarité intergroupe et leurs contributions au développement social du quartier. Le Comité participe aux activités de la vie associative.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Cette année, le Comité logement Rosemont a siégé au conseil d'administration de la CDC. Notre collègue déléguée a participé activement comme secrétaire de la CDC à neuf réunions. De plus, le Comité était présent à l'assemblée générale annuelle de la CDC, tenue à l'automne 2021.

CONCERTO

Le Concerto Espresso rassemble les différents groupes communautaires et éluEs de Rosemont autour d'enjeux vécus par les différentes populations desservies. C'est donc un lieu important pour prendre le pouls du quartier et se sensibiliser aux besoins des RosemontoisES. Cette instance nous permet également d'en apprendre plus sur les différentes ressources et services disponibles, afin de pouvoir mieux diriger les locataires. De plus, le Concerto Espresso est un lieu privilégié pour sensibiliser aux enjeux relatifs au logement et solliciter des appuis à nos luttes.

Cette année, nous avons participé à dix rencontres Zoom, mis de l'avant notre campagne *Pour des terrains 100 % collectifs à Rosemont* et dénoncé plusieurs enjeux comme les hausses de loyers abusives, les spécuvictions, ainsi que l'abandon du programme AccèsLogis.

DÉCIDER ROSEMONT ENSEMBLE ET RESTO POP

Depuis 2018, la sécurité alimentaire fait partie des priorités déterminées démocratiquement par les groupes de la CDC, pour Rosemont. La visée plus large est que le quartier demeure accessible économiquement, c'est pourquoi le projet d'un Resto Pop aurait toute sa place dans le quartier. Des restaurants éphémères sont d'ailleurs organisés pour évaluer les besoins d'un tel service dans Rosemont. L'initiative a repris cette année après une pause imposée par la COVID-19 et le Comité a participé à trois rencontres de coordination.

PROJET IMPACT COLLECTIF : ESPACE 40E/BEAUBIEN

Le Projet impact collectif est une démarche animée par la CDC de Rosemont qui vise à aller vers les personnes vulnérables. L'Espace communautaire 40° / Beaubien est l'une des ressources déployées dans l'Est de Rosemont pour la mobilisation citoyenne.

Le Comité logement Rosemont a assisté aux rencontres de quartier du PIC qui réunissent les

intervenantEs de Rosemont. La dernière rencontre avant le dépôt de la proposition PIC II à Centraide a eu lieu le 22 mars 2022.

CLINIQUE D'IMPÔTS

La clinique d'impôts de Rosemont est un projet porté par le milieu communautaire du quartier et coordonné par la CDC. Chaque année, l'événement permet à des centaines de résidentEs à faible revenu d'être accompagnéEs gratuitement pour faire leur déclaration d'impôts. Cette année encore, un collègue de l'équipe de travail s'est impliqué dans cette initiative qui a donné lieu à trois journées de clinique d'impôts à la fin de l'hiver 2022. Le Comité a participé aux quatre réunions.

BÂTIR ROSEMONT PAR L'INNOVATION ET LA CONCERTATION

Le BRIC est la Table de concertation en logement social du quartier. Elle regroupe des représentantEs des organismes suivants : la CDC de Rosemont, le Centre communautaire Petite-Côte, le CIUSSS de l'Est de Rosemont, les Habitations communautaires Loggia, le Groupe de ressources techniques Bâtir son quartier et le Comité logement Rosemont. Le BRIC apporte son soutien aux nouveaux projets et exerce une veille des terrains potentiels. C'est également un lieu important d'échange d'information sur les projets en cours et les politiques en matière de logement. Le BRIC suit de près l'évolution du développement de l'Îlot central du Technopôle Angus piloté par Les Habitations communautaires Loggia.

Les discussions entre Loggia et le Comité logement concernant la priorisation de la liste de requérantEs de l'organisme pour la sélection du nouveau projet dans Angus n'ont malheureusement toujours pas abouti. Affaire importante à suivre.

Il y a eu deux rencontres du BRIC.

MAGASIN PARTAGE

Le Comité logement Rosemont a prêté main-forte à un autre organisme communautaire du Centre Lapalme durant le temps des fêtes. Chaque année, l'organisme en sécurité alimentaire Bouffe Action de Rosemont met sur pied une épicerie temporaire de trois jours, afin de permettre aux ménages rosemontois à faibles revenus de choisir un grand panier de denrées à très faibles coûts. Pour l'occasion cette année, deux employéEs du Comité ont donné chacunE une demi-journée de travail au magasin partage, afin de soutenir l'initiative de l'organisme.

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

REGROUPEMENT DES COMITÉS LOGEMENT ET ASSOCIATIONS DE LOCATAIRES DU QUÉBEC (RCLALQ)

CONGRÈS ET ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le Comité logement Rosemont a participé activement au congrès et à toutes les assemblées générales du regroupement. Le congrès s'est tenu les 18 et 19 mai 2021 en virtuel. C'est à l'unanimité que les membres ont décidé de poursuivre la campagne *Les loyers explosent, un contrôle s'impose!* et de monter le ton des revendications et actions. L'action *Mission Impossible* organisée autour de la sortie des indices du TAL le 3 février 2022 en témoigne, puisque des encombrants ont bel et bien bloqué la circulation au centre-ville de Montréal. Parallèlement, les membres ont adopté les orientations suivantes : revendiquer un code de logement provincial, représenter les locataires aînés et lutter pour le droit de maintien dans les lieux et la protection du parc locatif.



Le Congrès est aussi l'occasion de se former. La présentation de Marie-Sophie Banville, urbaniste et autrice de *Sept façons de lutter contre la spéculation immobilière*, a attiré l'intérêt des participantEs et provoqué des débats enrichissants. C'est lors de l'assemblée générale annuelle des 22 et 23 septembre 2021 que les membres du regroupement ont élaboré, entre autres, le plan d'action de l'année. Outre les campagnes *Passe-moi ton bail* et *Oui, vous pouvez refuser une augmentation de loyer*, les groupes ont adopté des actions régionales sur le contrôle des loyers, des sorties médiatiques sur la protection du parc locatif et des formations. Un comité de travail

pour l'organisation de la 10^e édition de la Journée des locataires a été mis sur pied. Le Comité a participé à la formation *Accueillir et soutenir les femmes locataires survivantes de violences sexuelles*, présentée par Dominique Raptis, intervenante au CALACS de l'Ouest de l'Île de Montréal et Me Andrée Bourbeau, avocate en droit du logement et chargée de cours à l'UQAM. Il a également assisté à l'atelier *Formation sur les droits des locataires en logement social* présenté par Antoine Morneau-Sénéchal, avocat en droit du logement, chargé de cours et formateur. L'assemblée générale du 23 mars 2022 a précisé les intentions du regroupement et de ses membres autour des élections provinciales. Les groupes ont notamment voté l'organisation d'une action commune RCLALQ/FRAPRU et la démission de la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest.

Toutes les activités étaient organisées en virtuel et les actions axées sur le régional et le local. Certaines rencontres ont été annulées, puisque le regroupement était en sous-effectif et a vécu une période de réorganisation interne.

CAMPAGNE

Il est clair qu'en pleine crise du logement comme on n'en avait pas vu depuis au moins 20 ans, la campagne *Les loyers explosent, un contrôle s'impose!* lancée l'année dernière devait se poursuivre.

Cette campagne exige tout simplement un gel des loyers jusqu'à la mise en place d'un contrôle obligatoire des loyers géré par une institution publique.

GROUPES DE MONTRÉAL

Échanger de l'information entre les groupes montréalais sur la lutte à l'insalubrité des logements et la protection du parc de logements locatifs, en plus de s'entendre sur des revendications et des actions communes en lien avec ces enjeux, telle est la mission de cette table régionale de notre regroupement. Cinq rencontres d'une durée moyenne de 4 heures ont eu lieu via la plateforme Zoom en 2021-2022.

COMITÉ MOBILISATION

Le comité de mobilisation du RCLALQ est une instance démocratique qui regroupe les membres participants et veille à déterminer les priorités et moyens d'action prévus au plan d'action du regroupement. Le comité s'est appliqué à poursuivre la campagne principale du RCLALQ *Les loyers explosent, un contrôle s'impose* à travers plusieurs actions dont : une manifestation pour demander aux candidatEs en lice aux élections municipales de s'engager réellement pour préserver le droit au logement, un blocage de rue pour demander un contrôle des loyers, ainsi que la 10^e journée des locataires.

Le Comité logement Rosemont s'implique activement dans ce comité, en prenant des tâches au niveau de l'élaboration et de la logistique des actions.

Nous avons participé à six réunions du comité de mobilisation en 2021-2022.

JOURNÉE DES LOCATAIRES

Le Comité logement Rosemont s'est mobilisé en grand nombre pour la manifestation de la 9e Journée des locataires revendiquant un contrôle des loyers! Une vingtaine de personnes ont répondu à l'appel malgré la pandémie et se sont jointes à près de 1 000 militantEs pour prendre la rue dans Parc-Extension. C'est très certainement parmi les plus grandes mobilisations organisées sous la bannière du RCLALQ! Au cours des semaines précédant la Journée, plus de 550 organisations communautaires, syndicales et étudiantes avaient donné leur appui aux revendications du RCLALQ réclamant un encadrement des loyers.



ACTIONS ET ÉVÈNEMENTS

16 avril 2021	Affichage de rue pour la Journée des locataires	6 personnes
24 avril 2021	Manifestation : 9 ^e Journée des locataires	21 personnes
19 juin 2021	Manifestation : Les loyers explosent, un contrôle s'impose !	10 personnes
7 octobre 2021	Manifestation RCLALQ-FRAPRU-RAPSIM : Élections municipales	11 personnes
9 décembre 2021	Affichage de rue contre les évictions et reprises	4 personnes
3 février 2022	Action Mission impossible pour le contrôle des loyers	2 personnes

FRONT D'ACTION POPULAIRE EN RÉAMÉNAGEMENT URBAIN (FRAPRU)

Le FRAPRU est le porte-voix des comités logement et associations de locataires sur les enjeux liés au logement social, au droit au logement ainsi qu'à la lutte à la pauvreté. Le Comité logement Rosemont participe activement aux activités et instances de son regroupement national : lors des actions et manifestations, pendant les assemblées générales et le congrès, à la Table des groupes montréalais et en déléguant un membre de son équipe de travail sur le conseil d'administration.

CONGRÈS ET ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

Le Comité logement Rosemont a participé au Congrès de juin 2021, ainsi qu'aux trois assemblées générales (AG) du FRAPRU de l'année 2021-2022. Dans la mesure du possible, le Comité favorise l'implication de ses militantEs actifs et actives aux instances du FRAPRU. En raison du contexte de pandémie, toutes les rencontres se sont tenues cette année via la plateforme Zoom. Le Congrès est l'espace pour voter les grandes orientations alors que les AG servent plutôt à mettre en œuvre le plan d'action et voter le calendrier d'activités.

Cette année, la priorité votée au Congrès du FRAPRU était de revendiquer au gouvernement du Québec le lancement d'un grand chantier de 50 000 logements sociaux en 5 ans, incluant un nouveau programme de HLM, dans la perspective d'une socialisation du parc de logements locatifs, ainsi que de promouvoir une politique d'habitation axée sur le développement du logement social, la reconnaissance du droit au logement et de meilleures protections pour les locataires.

CAMPAGNE NATIONALE

La campagne *Pour du logement social maintenant* s'est poursuivie pendant l'été 2021 avec des actions de théâtre engagé. Le Comité a préféré se centrer sur sa campagne locale, mais a repris le slogan, et a fait siennes les revendications du FRAPRU lors de ses représentations. Le FRAPRU s'est ensuite lancé dans la campagne de revendication pour une Politique nationale en habitation.

Avec l'annonce de la création du nouveau Programme d'habitation abordable – Québec (PHAQ), par lequel les promoteurs immobiliers privés pourront piger dans nos fonds publics pour construire du logement soi-disant abordable, les groupes membres du FRAPRU ont fait front commun dès l'automne pour dire *Non à la privatisation de l'aide au logement !* Le Comité était présent aux actions

de son regroupement prévues dans le cadre de la campagne, et a décrié l'abandon d'AccèsLogis, le seul programme qui permet de construire du logement réellement abordable à long terme, c'est-à-dire du logement social !

GROUPES DE MONTRÉAL

La Table des groupes montréalais du FRAPRU est le lieu de rencontre intercomités où se discutent les enjeux locaux qui touchent au logement social et à la lutte à la pauvreté. C'est aussi à travers cette table que se préparent la plupart des actions et manifestations régionales et locales. Le Comité a participé aux 3 rencontres régulières qui se sont tenues cette année, ainsi qu'aux rencontres de préparation des manifestations et actions du 7 octobre 2021 et du 12 février 2021.

AUTRES PARTICIPATIONS

Le Comité logement a dépêché un membre de l'équipe pour siéger au conseil d'administration (CA) du FRAPRU. Le CA veille au bon fonctionnement du regroupement et porte conseil à l'équipe de travail dans la mise en application du plan d'action.

Un autre membre de l'équipe a participé au comité de travail sur la notion de « ménage à revenu modeste ». Son expertise a alimenté la réflexion du regroupement autour des modifications législatives et réglementaires du gouvernement Legault, en lien avec cette notion. En effet, le gouvernement a annoncé des projets de loi qui ont le potentiel d'affecter l'autonomie des coopératives et OBNL d'habitation ainsi que l'admissibilité et le droit au maintien dans les lieux de plusieurs ménages qui habitent ou espèrent habiter un logement social.

ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS



8 mai 2021	Manifestation Pour du logement social maintenant!	13 personnes
29 mai 2021	Action théâtrale Pour du logement social maintenant!	6 personnes
14 septembre 2021	Action tintamarre – Élections fédérales	9 personnes

7 octobre 2021	Manifestation FRAPRU – RCLALQ - RAPSIM : Élections municipales	11 personnes
9 novembre 2021	Grand forum sur les crises du logement	5 personnes
Décembre 2021	Opération téléphone rouge et courriels	40 personnes
12 février 2022	Actions régionales : Faut de l'\$\$ pour le logement social	25 personnes

AUTRES LUTTES SOCIALES

TABLE RÉGIONALE DES ORGANISMES VOLONTAIRES EN ÉDUCATION POPULAIRE DE MONTRÉAL (TROVEP)

Pour la deuxième année, un membre de l'équipe a siégé au comité de coordination de la TROVEP, regroupement dont nous sommes membres depuis plusieurs années. La TROVEP est un organisme de défense des droits qui aborde des enjeux sociaux de lutte à la pauvreté et revendique plus de financement pour le secteur communautaire. L'accessibilité au transport en commun et la participation citoyenne sont aussi des préoccupations de la TROVEP. Le Comité a participé à l'élaboration du plan d'action de la TROVEP dans le cadre de cinq réunions de comité de coordination, une assemblée générale annuelle, ainsi qu'une assemblée de conjoncture.

SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES

En soutien à Solidarité sans frontières, le Comité logement s'est joint au contingent logement de la manifestation pour revendiquer un statut pour touTEs, le 18 juillet dernier. Étant exclues du logement social et du filet social québécois, les personnes migrantes sans statut sont précarisées et mises en danger, alors que leur apport précieux à l'économie sert la société.

FRONT RÉGIONAL POUR L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME DE MONTRÉAL (FRACA)

Le Comité logement Rosemont était en grève toute la journée du 22 février en appui aux groupes membres du FRACA. Les revendications des groupes sont le respect de l'autonomie des organismes, ainsi que l'augmentation de leur financement. Cette même journée, le Comité s'est rendu à une manifestation regroupant près de 4 000 groupes communautaires autonomes au centre-ville et à une petite manifestation de quartier. Il faut conserver et bonifier notre filet social québécois !

JUSTICE CLIMATIQUE ET SOCIALE

Le Comité logement Rosemont a participé à un contingent logement avec le FRAPRU le 25 septembre 2021, lors de la manifestation pour la justice climatique et la justice sociale au parc Jeanne-Mance à Montréal. Plus de 10 000 personnes ont marché pour marteler l'urgence d'agir contre les dérèglements climatiques qui affectent en premier lieu les personnes les plus précaires financièrement.

APPUIS

Chaque année, le Comité donne son appui à plusieurs luttes pour la justice sociale portées par d'autres organismes communautaires. Voici la liste des appuis signés par le Comité pour l'année 2021-2022.

12 avril 2021: Pour le retrait du projet de loi 59-recul de la reconnaissance des maladies professionnelles-UTTAM

20 avril 2021: Pour le retrait de l'émission Huissiers- Projet PAL

18 mai 2021: Pour que l'État québécois assume les frais de représentation juridique des familles qui participent à une enquête publique du coroner sur le décès d'un proche lors d'une intervention policière- LDL

10 novembre 2021: Pour une politique d'habitation ambitieuse au Québec- FRAPRU

17 novembre 2021: Pour dénoncer la menace de fermeture des centres d'éducation populaire et de coupes budgétaires majeures - Intercep

23 novembre 2021: Pour demander une hausse des prestations d'assistance sociale., du salaire minimum et du crédit d'impôt pour solidarité - Collectif pour un Québec sans pauvreté

25 janvier 2022: Pour la reconnaissance du travail à portée nationale de l'OPDS et l'octroi d'un financement conséquent- OPDS

Décembre 2021: Pour que le ministre des Finances investisse dans AccèsLogis - opération téléphone rouge - FRAPRU

VIE ASSOCIATIVE ET DE L'ORGANISME

MEMBRES

Au 31 mars 2022, le Comité logement Rosemont comptait 272 membres en règle, dont 185 membres réguliers et régulières qui habitent le quartier Rosemont, et 87 membres sympathisantEs qui habitent hors du quartier. On note une légère hausse par rapport à l'année dernière. L'allègement des mesures sanitaires et la reprise, petit à petit, des activités en personne motivent l'adhésion à l'organisme. Les renouvellements d'adhésion sont maintenant mensuels et se font par courrier.

PORTRAIT DES MEMBRES

Membres en règle	272	
Nouveaux membres	49	
Renouvellements	105	
Membres avec requête	178	65 %
Membres de 65 ans et plus	144	53 %
Membres femmes	184	68 %
Membres avec un taux d'effort de 30% et plus	165	61 %
Minorités culturelles	97	35 %
Communication par courriel	122	45 %

ACCUEIL DES NOUVELLES ET NOUVEAUX MEMBRES

L'équipe du Comité logement Rosemont remet à touTEs les nouveaux et nouvelles membres le Baux Fixes de bienvenue, qui explique ce qu'est le Comité, nos campagnes et nos luttes, l'importance de s'impliquer, les activités de vie associative et le code de vie auquel touTEs doivent adhérer. Ils et elles reçoivent aussi une copie des règlements généraux. Afin de briser la glace et favoriser leur intégration, le Comité a convié ses nouvelles et nouveaux membres à une rencontre d'introduction qui s'est tenue le 31 janvier 2022, en formule mixte Zoom/en personne. Cette rencontre a accueilli 5 participantEs.

COMMUNICATIONS

Les communications téléphoniques demeurent importantes. Plus de la moitié des membres préfère ce moyen de communication. En pratique, cela veut dire que des « téléphonistes » bénévoles invitent régulièrement et de vive voix plus d'une centaine de membres à s'impliquer dans les actions du Comité.

MILITANTES ET BÉNÉVOLES EN TEMPS DE COVID-19

Cette année, le Comité logement Rosemont, tout en tenant compte de l'évolution de la pandémie de la COVID-19, a pu reprendre plusieurs activités en mode présentiel. Ce retour progressif de la vie associative et militante a fait un grand bien à l'équipe de travail et à nos membres. Malgré les contraintes causées par la pandémie, les militantEs, les bénévoles et le CA n'ont pas oublié le Comité, ni perdu de vue les luttes pour les droits des locataires et le droit au logement. Nous remercions ceux et celles qui font rayonner la vie associative de l'organisme. Merci de préparer des repas, de tenir des tables d'accueil lors de nos activités, de faire des appels et de préparer des envois postaux. Nous voulons aussi souligner l'engagement soutenu des militantEs du comité de coordination de notre campagne locale *Pour des terrains 100% collectifs à Rosemont*. Merci aux militantEs qui descendent avec nous dans les rues et représentent le Comité lors de conseils d'arrondissement. Vous faites vivre le Comité logement et sa mission, la défense des droits des locataires ! Sans oublier notre CA qui est soucieux du bon fonctionnement de l'organisme, ainsi que du bien-être des membres et de l'équipe de travail. Merci à vous touTEs !



Envois postaux		Cuisine-Assemblée logement	
10 mai 2021	2 personnes	30 septembre 2021	4 personnes
19 octobre 2021	2 personnes	28 octobre 2021	3 personnes
21 février 2022	4 personnes	25 novembre 2021	4 personnes
		31 mars 2022	6 personnes

Dix-huit membres ont effectué des appels d'invitation et de mobilisation à 9 reprises durant l'année.

TOURNÉE DE REMERCIEMENT DES BÉNÉVOLES ET MILITANTES

Initialement, un dîner de fin d'année auquel étaient conviéEs 25 de nos bénévoles et militantEs s'étant démarquéEs par la fréquence et la nature de leur implication auprès du Comité était organisé. Des invitations ciblées avaient été retenues de manière à respecter la limite d'accueil des salles du Centre Lapalme (mesures sanitaires en lien avec la COVID-19.) Malheureusement, nous avons dû annuler cette activité en réponse à la hausse des cas de COVID-19 et au confinement du temps des fêtes. Pour nous réajuster et exprimer notre gratitude aux membres actives et actifs, nous avons décidé d'entreprendre une tournée de remerciement en nous rendant sur le palier de chaque membre inscritE. Nous sommes allés leur souhaiter un joyeux temps des fêtes et leur avons remis un paquet cadeau contenant bouteille d'eau à l'effigie du Comité, tasse et sucreries.

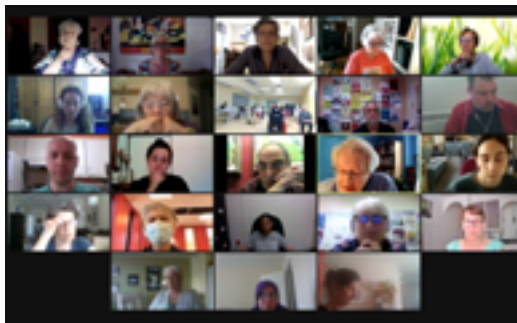
SOUTIEN À L'ENGAGEMENT

Nous existons grâce à l'engagement de nos membres, c'est pourquoi il nous est crucial de faciliter la participation aux activités et actions du Comité. Pour ce faire, l'organisme s'est assuré de fournir des billets de bus, couvre-visages et collations lors des rassemblements. Nous offrons également aux membres de nous rencontrer directement au Comité, de manière à organiser des départs groupés aux manifestations. De plus, il nous tient à cœur d'accompagner les personnes ayant un accès limité aux technologies ou des difficultés d'utilisation de ces outils de communication. C'est pourquoi nous fournissons le matériel et l'accompagnement nécessaire aux réunions Zoom, par exemple lors d'assemblées générales virtuelles ou de rencontres de CA.

ACTIVITÉS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ANNUELLE

L'assemblée générale annuelle du 17 juin 2021 aura été tout à fait représentative de la période traversée. Elle s'est déroulée en format mixte et a réuni 28 membres en personne et en virtuel. Joëlle Dussault, chargée de cours en Travail social à l'UQAM et militante, a assuré la présidence et Arianne Debigaré, intervenante communautaire, le secrétariat de l'assemblée des membres.



À cette période de la pandémie, il était possible d'utiliser les salles du Centre Lapalme en respectant leur capacité d'accueil et les mesures sanitaires, bien évidemment. Le Comité logement a donc opté pour une mouture hybride afin de faciliter la participation du plus grand nombre. Une prouesse technologique que l'équipe a rapidement apprise à maîtriser.

Points forts du rapport d'activités, présentation des états financiers et adoption du plan d'action étaient à l'ordre du jour. Malgré l'incertitude, le bilan de l'année écoulée a été positif et la gouvernance de l'organisme toujours aussi bonne. Le plan d'action 2021-2022 a suscité des commentaires, motivé des échanges et inspiré des amendements ce qui démontre le dynamisme des membres de l'organisme. Elles et ils ont également voté à l'unanimité pour la reconduction de la campagne Pour des terrains 100 % collectifs à Rosemont comme priorité de l'année. Un grand merci à toutes les personnes qui ont contribué à cet important exercice démocratique.

ASSEMBLÉE LOGEMENT

Tradition culturelle du Comité logement Rosemont, l'Assemblée logement est certes un lieu d'activités d'éducation populaire, mais surtout un rendez-vous convivial. Cuisiner, manger, apprendre et se mobiliser, tout un programme que le virtuel ne peut pas remplacer. Les quatre assemblées organisées cette année ont demandé une certaine performance de la part de l'équipe de travail.

Tout le monde était ravi de se retrouver à ces quatre occasions. Les brigades de cuisine se sont surpassées pour servir de délicieux repas aux membres. Le 31 mars, le RCLALQ s'est déplacé pour présenter la campagne Les loyers explosent, un contrôle s'impose et la Journée des locataires.

TABLE DES REQUÉRANTES



La Table des requérantEs est un espace de rencontre pour les membres du Comité logement intéresséEs par le développement du logement social. Outre les informations sur les projets en développement que les membres requérantEs y reçoivent, ces rencontres sont aussi un espace d'éducation populaire sur tout ce qui touche au logement social et à l'habitation en général. Les deux rencontres cette année se sont tenues en formule mixte Zoom/en personne.

La rencontre du 12 octobre 2021, à laquelle 21 personnes ont participé, portait sur les projets en développement et les nouvelles du monde politique. Lors de la rencontre du 8 février, nous avons accueilli Marie-José Corriveau, du FRAPRU, qui présentait la Politique d'habitation que nous revendiquons face à Québec. Cette rencontre en formule élargie, à laquelle nous avons convié non seulement nos membres, mais aussi partenaires et éluEs, a accueilli 35 participantEs.

CAFÉS-RENCONTRES

En avril 2021, le Comité a organisé trois cafés-rencontres, dont une virtuelle. L'équipe a favorisé cette formule, afin de préserver la vie associative de l'organisme, étant donné que la pandémie nous a plusieurs fois empêchés de nous rassembler physiquement. Ces rencontres ont été des occasions de poursuivre nos réflexions collectives sur les enjeux en logement et la mobilisation populaire et de garder contact avec nos membres durant cette période trouble. Au total, ces rencontres ont rassemblé 16 membres.

CINÉ LOGEMENT

Le Ciné-Logement est une activité ponctuelle durant laquelle l'équipe diffuse des documentaires, reportages et fictions traitant du logement. À l'hiver 2021, l'équipe a voulu détendre l'atmosphère et faire rire ses membres. C'est pourquoi nous avons décidé de présenter le film *Le Grand Partage*, qui aborde, de manière humoristique, les inégalités sociales et l'accessibilité à un logement décent. Cette activité a rassemblé 10 membres et nous a permis de bien rigoler et de nous détendre ensemble.

ÉQUIPE DU COMITÉ LOGEMENT ROSEMONT

CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'Assemblée générale annuelle des membres a élu deux nouvelles personnes par acclamation au

Conseil d'administration du Comité, Gilles Day et Raphaëlle Ainsley-Vincent. Marie-Rose Gilles, notre trésorière, a été réélue pour un second mandat. Louis-Alexandre Hébert-Gosselin, quant à lui, a entamé la deuxième année de son second mandat et Latifa Bilali la deuxième année de son premier mandat. Jean-Claude Laporte a été désigné par l'équipe de travail pour siéger au conseil en tant qu'administrateur et représentant de l'équipe. Sa collègue, Caroline Magnier, le remplace depuis le mois de janvier.

Le changement de gestion interne en cogestion demande une implication plus soutenue de la part du CA. Ses membres ont d'ailleurs participé à deux formations: une sur la lecture des États financiers et l'autre sur les rôles et responsabilités des administratrices/administrateurs. Cette collaboration étroite entre le CA et l'équipe de travail, dans le respect des responsabilités de chacune de ces instances, donne de très beaux résultats qui ont permis à l'organisme de traverser la déferlante de la COVID-19 sans trop de dommages. Le Conseil a eu huit rencontres.

Remercions de tout cœur François Saillant, Marilène Berthiaume et Latifa Bilali, membres sortantEs du CA, pour leur engagement, leur soutien et leurs conseils.

Le Conseil d'administration est composé de :

Louis-Alexandre Hébert-Gosselin, président

Gilles Day, vice-président

Marie-Rose Gilles, trésorière

Raphaëlle Ainsley-Vincent, secrétaire

Latifa Bilali, administratrice

Jean-Claude Laporte, administrateur et représentant de l'équipe de travail

ÉQUIPE DE TRAVAIL

Tous les comités logement de Montréal ont connu un très grand roulement au sein de leur équipe. Avec un départ et deux arrivées, le Comité considère que son équipe de travail est somme toute solide et bien enracinée dans le quartier. Bien évidemment, le contexte pandémique a à nouveau demandé une grande capacité d'adaptation, alors que le service d'information juridique était surchargé, que notre campagne a pris son envol et que Montréal traverse la pire crise du logement depuis une vingtaine d'années.

Nous avons dit au revoir à Madelaine Dubois qui est partie, avec sa famille, vers d'autres aventures québécoises pour s'installer à Thetford Mines. Nous tenons à la remercier de son engagement au sein du Comité et auprès des membres.

Nous sommes heureux d'accueillir parmi nous Arianne Debigaré. Engagée comme intervenante sociale à l'été 2021 dans le cadre du programme Emplois d'été Canada, elle s'est vue confier un contrat d'organisatrice communautaire et s'est intégrée rapidement à l'organisme. Elle fait maintenant partie de la famille tout comme Kahina Belkhir, nouvelle agente à l'accueil et la liaison, à qui nous souhaitons la bienvenue.

Cette année l'équipe de travail du Comité était composée de :

Éric Locas, responsable du service aux locataires

Caroline Magnier, organisatrice communautaire

Arnaud Duplessis-Lalonde, organisateur communautaire

Jean-Claude Laporte, organisateur communautaire
Arianne Debigaré, intervenante sociale (EÉC 2021), puis organisatrice communautaire
Madeline Dubois, agente à l'accueil et à la liaison
Kahina Belkhir, agente à l'accueil et à la liaison
Sandrine Puchin, stagiaire en droit 2021-2022
Sabrina Mezaour, stagiaire en droit 2021-2022
Éléonore Briec, intervenante sociale (EÉC 2021)

STAGIAIRES

Dans le cadre du stage en milieu communautaire du Bureau des services juridiques de la Faculté de droit de l'Université de Montréal, nous avons accueilli Sandrine Puchin et Sabrina Mezaour durant deux trimestres à raison d'une journée par semaine pour une immersion en droit du logement. Le Comité tient à souligner l'excellent travail de Sandrine et Sabrina, ainsi que leur vif intérêt pour la défense des droits des locataires. Elles ont d'ailleurs gagné le premier prix du Concours de rédaction d'un projet de loi organisé par le Comité Droit et Politique de la Faculté, en collaboration avec le cabinet Gowling WLG Montréal, leur thème : le droit au maintien dans les lieux des locataires.

FINANCEMENT

CENTRAIDE

Depuis 1981, Centraide est le plus important partenaire du Comité logement Rosemont. Son financement à la mission démontre que la fondation estime que le logement est au centre des préoccupations sociales. Outre l'aide financière, elle offre des formations et de précieux conseils. Le Comité logement entretient de très bonnes relations avec Centraide qui reconnaît son travail pour le droit au logement ainsi que la bonne gestion et la bonne gouvernance de l'organisme.

Ainsi, le 16 décembre 2021, Centraide a octroyé une seconde allocation particulière de 71 000 \$ sur 16 mois au Comité. C'est ce nouveau revenu qui a permis de renouveler le poste à l'accueil et à la liaison, poste essentiel au bon fonctionnement de l'organisme.

SACAIS

Au niveau gouvernemental, c'est le Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS) qui finance l'organisme. Le SACAIS agit sous l'égide du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS). Depuis 2016, la campagne nationale de mobilisation *Engagez-vous pour le communautaire* exerce des pressions et réclame que le gouvernement soutienne adéquatement l'action communautaire autonome (ACA) par l'augmentation de son financement. Même si l'on est loin du compte, la campagne a porté fruit puisque le financement à la mission a été bonifié. Le SACAIS a également octroyé une aide financière ponctuelle pour faire face à la pandémie.

SOUTIEN À L'ACTION BÉNÉVOLE (SAB)

Depuis quelques années, le Soutien à l'action bénévole, financement octroyé par le bureau du député provincial de Rosemont, a plus que doublé. Le Comité se réjouit de constater que ce bureau reconnaît maintenant que le droit au logement est essentiel dans la lutte à la pauvreté.

